

Perspectives

N°22/083 – 10 mars 2022

AMÉRIQUE LATINE – Il est parfois heureux que l'Europe soit éloignée

Il ne s'agit évidemment pas d'entamer un chantier, aussi ambitieux qu'hasardeux, qui consisterait à estimer les impacts potentiels du conflit russo-ukrainien sur les grandes économies latino-américaines. Il n'est pas non plus question d'évaluer les perturbations issues de nouvelles possibles pénuries de produits (notamment intrants industriels) pour lesquels la Russie est un acteur majeur¹. **Il s'agit simplement (et humblement) d'observer la sensibilité via le commerce extérieur et les prix.**

Pour les échanges extérieurs, la vision globale (intensité des échanges) doit être complétée par d'éventuelles spécificités : rôle de la zone de conflit comme débouché essentiel pour un produit spécifique et/ou comme fournisseur avec le risque de voir perturbé un processus de production, en dépit d'un poids très faible dans les échanges commerciaux globaux.

Considérés globalement, les belligérants occupent un rôle marginal dans le commerce extérieur de la zone latino-américaine. Les exportations qui leur sont destinées s'étagent de 0,1% pour le Mexique à 1,2% pour le Chili. Les importations ne représentent que 0,1% pour le Chili et culminent à 2,1% pour le Brésil. Dans le cas du Brésil, si le rôle global des produits importés est très faible, leur composition est en revanche plus problématique, puisqu'ils sont composés à hauteur de 25% de fertilisants soit 30% des fertilisants importés par le Brésil. C'est également le cas du Pérou dont les importations en provenance de Russie sont composées de fertilisants à hauteur de 45% (soit 45% des fertilisants importés).

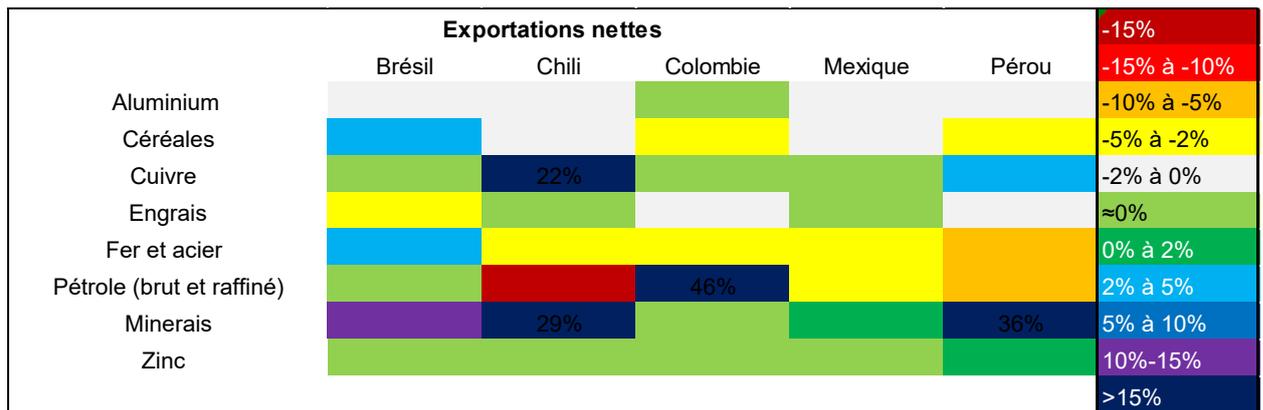
	Brésil	Chili	Colombie	Mexique	Pérou
Exports vers Russie/Ukraine (% des exports totales)	0,8%	1,2%	0,3%	0,1%	0,5%
Imports de Russie/Ukraine (% des imports totales)	2,1%	0,1%	0,5%	0,3%	0,9%

Sources : UNcomtrade, données 2019 (pour éviter les distorsions liées au Covid en 2020)

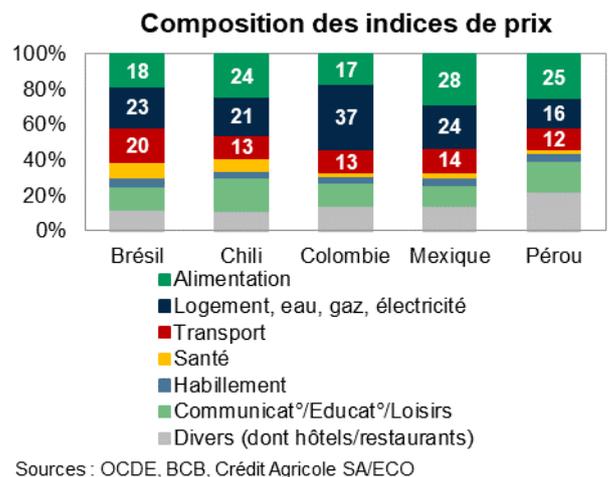
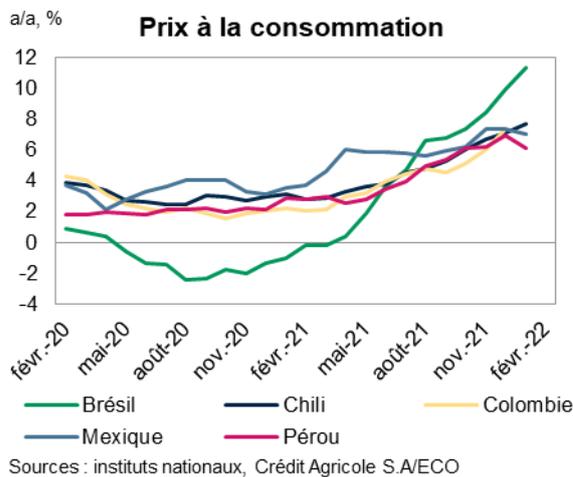
Imaginer que certains pays (notamment le Brésil pour les céréales ou le pétrole, la Colombie pour le pétrole, la Colombie et le Pérou pour les minerais et métaux) puissent éventuellement profiter de la place laissée vacante par des fournisseurs défaillants suppose, d'une part, que la production suive et, d'autre part, que les moyens de transport (à un coût non prohibitif) soient disponibles : une double hypothèse contestable donc imprudente. **Globalement, l'impact sur le commerce extérieur via les volumes devrait donc être tout à fait marginal : il pourrait en revanche se faire sentir via les prix selon que les pays sont importateurs ou exportateurs nets.** Les produits concernés² verront leurs prix progresser à des rythmes évidemment variés mais il apparaît, en simplifiant (un peu « brutalement »), qu'à l'exception du Mexique, les grands pays ici considérés pourraient bénéficier d'une amélioration de leurs termes de l'échange.

¹ Part de la Russie en % de la production mondiale : palladium (43%), gaz (17%), platine (14%), pétrole (12%), blé (11%), or (9%), aluminium (6%), nickel (6%), argent (5%), charbon (5%), cuivre (4%).

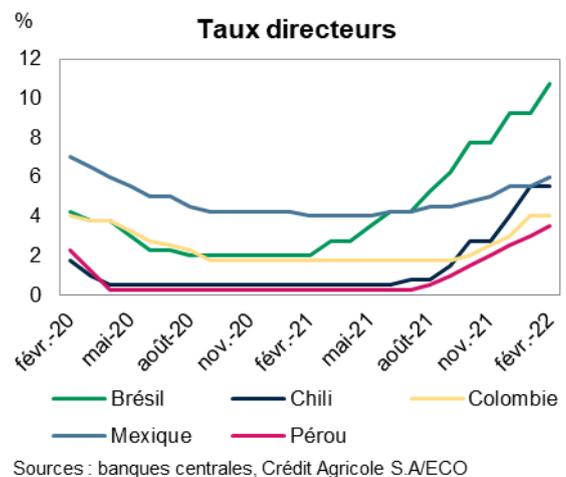
² On ne retient que les produits sur les marchés desquels Russie et Ukraine sont des acteurs importants et pour lesquels les exportations nettes latino-américaines (exportations diminuées des importations en % des exportations) sont significatives.



La hausse des prix des principaux produits exportés par la Russie et l'Ukraine devrait, par ailleurs, contribuer à l'accélération d'une inflation déjà dangereusement élevée. Sans même envisager les dégâts dérivés de la hausse des intrants *via* les prix à la production, et en se limitant à l'impact direct des cours des céréales et de l'énergie sur les prix à la consommation *via* les postes les plus sensibles (alimentation, dépenses liées au logement, transport), l'impact ne sera pas négligeable : la sensibilité varie selon les modes de consommation nationaux mais évaluée (sommairement), elle représente environ 20% des indices de prix.



Les Banques centrales ont entrepris des resserrements monétaires évidemment variables selon l'ampleur de l'inflation. En raison de l'historique régional d'inflation élevée et devant le resserrement de la Fed (auquel sont plus particulièrement sensibles le Mexique et la Colombie), elles ont réagi rapidement pour essentiellement ancrer les anticipations, consolider leur propre crédibilité et rassurer les marchés. Le degré de rattrapage par rapport au niveau d'activité pré-pandémie et l'érosion de la vigueur de la reprise n'interviennent dans leurs décisions qu'en ce qu'ils influent sur les prix. Même si le rythme de croissance fléchit, le conflit russo-ukrainien porte le risque de taux d'intérêt élevés au regard notamment de l'écart de production. En revanche, dans un contexte de normalisation agressive des politiques monétaires et budgétaires, l'amélioration des termes de l'échange apporte un peu d'oxygène. Elle permet d'espérer que les marchés fassent preuve de discrimination et ne placent pas l'Amérique du Sud dans l'œil du cyclone.



Article publié le 4 mars 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
04/03/2022	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/03/2022	<u>France – Les relations commerciales avec la Russie et l'Ukraine, état des lieux et risques potentiels</u>	France
02/03/2022	<u>L'OBSERVATOIRE financier des entreprises agroalimentaires</u>	Agri-agro
02/03/2022	<u>Thaïlande – Un peu d'espoir</u>	Asie
01/03/2022	<u>Maroc – La pire sécheresse depuis trente ans et ses conséquences économiques</u>	Afrique du Nord
28/02/2022	<u>Italie – Guerre en Ukraine et inflation</u>	Italie
25/02/2022	<u>Allemagne – Conjoncture : PIB au T4-2021</u>	Allemagne
25/02/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
24/02/2022	<u>L'ADN au secours de la donnée</u>	Deeptech
23/02/2022	<u>Iran – Où en est l'économie à la veille des résultats des pourparlers de Vienne ?</u>	Moyen-Orient
23/02/2022	<u>Europe – L'Allemagne à la table des faux-semblants ?</u>	Allemagne
22/02/2022	<u>Pérou – À un pitoyable spectacle politique s'oppose une économie "résiliente"</u>	Amérique latine
22/02/2022	<u>Avenir de l'Europe - Les politiques macro-prudentielles</u>	Europe
22/02/2022	<u>Asie – Singapour peut-elle s'imposer comme une alternative crédible à Hong Kong ?</u>	Asie
18/02/2022	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
17/02/2022	<u>L'Europe vote Mattarella</u>	Italie

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.